

Comme je n'avais pas l'honneur d'occuper un siège à la Chambre à la dernière session, je ne sais pas au juste quelle fut l'attitude de la gauche à l'égard du budget du dernier exercice; je ne crois pas, cependant, que l'on doive nous demander compte des dépenses de l'année dernière. Le chiffre des dépenses excède celui des crédits que le Gouvernement s'était fait ouvrir. Aux ministériels qui demandent des conseils à la gauche au sujet des mesures à prendre pour le prochain exercice, mes collègues de l'opposition ont répondu à mainte et mainte reprise qu'à cette heure où le pays se trouve dans une situation sans précédent, il convient, à leur avis, que le Gouvernement réfléchisse, qu'il se demande où il va et ce qu'il fait.

Tous les honorables membres de cette Chambre, sans exception aucune, devraient se montrer honnêtes et justes dans cette question. Les honorables députés de Saint-Jean (M. Pugsley) et d'Halifax (M. Maclean) ont laissé penser à mes honorables amis qu'à notre avis ce qu'il convient de faire c'est diminuer la dépense. La ligne de démarcation entre les honorables membres de la gauche et de la droite semble ressembler à ceci: Nos amis de la droite disent qu'il est du devoir du Gouvernement de dépenser l'argent libéralement et sans compter pour continuer tous les travaux publics, dans une mesure même plus large que celle observée dans le passé, à seule fin de donner du travail à nos ouvriers par tout le pays. Cet argument est juste dans un certain sens. Nous, membres de la gauche, avons émis l'idée qu'au lieu d'imposer un surcroît de taxe sur la population de ce pays, dans le but de donner de l'ouvrage aux ouvriers par l'exécution de travaux publics considérables au Canada, le Gouvernement devrait restreindre, non pas arrêter complètement les travaux publics. Les honorables membres de la droite ont parlé comme si nous propositions l'arrêt de tous les travaux publics. Nous ne suspendrions pas l'exécution de tous ces travaux mais, au lieu d'augmenter les dépenses et les taxes, nous diminuerions les premières et nous maintiendrions les autres au niveau où elles se trouvent maintenant; peut-être même les abaisserions-nous. C'est la ligne qui sépare les deux partis, en cette Chambre.

L'attitude que le Gouvernement devrait prendre serait d'économiser et de tailler plutôt que de continuer les folles dépenses relevées au cours des deux ou trois dernières années, dépenses qui l'ont forcé d'impo-

ser la taxe directe. Je crois qu'en approuvant une politique basée sur cette donnée, je me fais l'écho des sentiments de mes électeurs. Le cœur de mes honorables amis semble saigné pour l'ouvrier. Je ne veux pas laisser entendre le moindre ment qu'ils ne sont pas sincères, mais je dis que celui qui profite le plus d'une dépense faite par l'Etat n'est pas celui qui se sert du pic ou de la pelle ni celui qui accomplit un labeur manuel, mais l'entrepreneur qui détient l'exécution des grandes entreprises publiques et qui reçoit le plus fort montant des dépenses faites par le Gouvernement. Je dis donc que, en thèse générale, l'individu ordinaire se trouverait mieux si les dépenses étaient diminuées dans une certaine mesure.

J'ai parlé des ouvriers que les entrepreneurs ne traitent pas convenablement. Je rappellerai à la Chambre et en particulier au ministre des Chemins de fer que, après la déclaration de la guerre, en août dernier, alors que les établissements manufacturiers de notre ville avaient fermé leurs portes et que les ouvriers parcouraient les rues, n'ayant pas d'argent pour payer leur loyer ni pour nourrir et vêtir leurs familles, le Gouvernement a acheté une certaine ligne de chemin de fer s'étendant de Sackville sur l'Intercolonial jusqu'à Cap-Tourmentin, distance de 40 milles. Je ne trouve pas à redire à cela parce que je suis partisan de l'acquisition des lignes auxiliaires et que celle dont je parle valait la peine d'être acquise. Mais la voie était dans un état si déplorable que le Gouvernement a dû immédiatement commencer à la réparer.

Et je tiens à dire au ministre des Chemins de fer, peu importe qu'il connût le fait—je ne suppose pas qu'il le connaissait—qu'alors que nos ouvriers locaux se promenaient sans ouvrage dans les rues de Sackville, ce Gouvernement a fait venir à cette dernière ville des étrangers, la plupart des Autrichiens et des Allemands, me dit-on, pour exécuter les travaux dont je viens de parler. Cela n'était pas raisonnable. Nos ouvriers avaient le droit d'être employés à ces travaux, mais au lieu de cela, on les a mis de côté et on a fait venir des étrangers.

Dans le discours qu'il a prononcé, dans cette Chambre, l'autre soir, mon honorable ami de Lambton-est (M. Armstrong) a fait ce qui m'a semblé être une critique assez particulière des honorables membres de la gauche. Tout d'abord, il a parlé d'une trêve des partis; ici je ne veux rien dire pour ou contre la trêve, on a répété qu'une trêve des partis avait été conclue privément.